

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1331>

# **FKNG ! : Lettre Ouverte au Président de la République Française**

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : dimanche 10 octobre 2010

Mis à jour le : vendredi 5 novembre 2010

---

**UGTG.org**

---

**FKNG ! (Fos Pou Konstwui Nasyon Gwadeloup !)**

**Lettre Ouverte à M. Nicolas Sarkozy Président de la République Française**

Pointe à Pitre, Guadeloupe, Lundi 4 octobre 2010

Monsieur le Président,

L'adoption de votre Réforme Territoriale, applicable en France et dans sa Colonie de Guadeloupe suscite crainte et polémique chez nos politiciens assimilationnistes et conservateurs en quête de postes électifs, alors que cette Réforme ne modifie en rien la domination qu'exerce votre pays sur le nôtre depuis des siècles.

Les hommes naissent libres et égaux en droits, selon la fameuse devise de la République française qui s'est néanmoins accommodée de la présence d'esclaves dans ses colonies des décennies durant, après son adoption.

La liberté est donc l'aliment naturel de tous les hommes peuplant notre terre, sans distinction de race, de couleur de peau, de rang ou d'origine. C'est ce qu'affirmait le 26 août 1789 l'Assemblée Nationale Française dans sa Déclaration des Droits de l'homme et du Citoyen.

Lors de son Assemblée Générale du 9 février 1946, l'Organisation des Nations Unies a approuvé une résolution relative aux populations et territoires non autonomes dont faisaient partie explicitement la Guadeloupe et son Peuple, nominativement cités par l'ONU.

Cette résolution faisait obligation aux Gouvernements exerçant une tutelle sur les Peuples dont les territoires figuraient sur la liste des Pays à décoloniser, de tout mettre en oeuvre pour que ces dits Peuples accèdent à la souveraineté.

Aussi au nom de quoi certains - dont vous - s'arrogent le droit de décider du bien-fondé ou de l'opportunité de la pleine liberté de notre pays ou de notre peuple ? De décider du bien-fondé ou de l'opportunité que la Nation Guadeloupéenne soit demain membre de la Communauté Internationale et siège à l'ONU à l'instar de ses voisins de la Caraïbe ?

Par le biais de stratagèmes politiques, les différents gouvernements français ont détourné les résolutions de l'ONU en diluant le 6 mars 1946 la Guadeloupe dans l'ensemble départemental français, puis en privant les Guadeloupéens de leur qualité de peuple par un vote de votre Assemblée Nationale.

Mais les faits sont têtus et supplanteront toujours les artifices juridiques, ce qui signifie que tant qu'existera le Peuple de Guadeloupe, la revendication à la pleine liberté ne cessera jamais. Tout simplement parce que la liberté est consubstantielle de la dignité, et qu'aucun groupe humain ne peut durablement vivre dans l'indignité et l'humiliation générées par l'assimilation.

En tant que Président des français, vous avez le devoir historique de décoloniser sans conditions, et nous en notre qualité de colonisés, nous avons le droit à la liberté, mais aussi le devoir de vous rappeler à vos devoirs.

Sous l'impulsion de son Peuple, une région non autonome comme le Kosovo, s'est autoproclamée indépendante depuis février 2008, et le 22 juillet 2010, la Cour Internationale de Justice (CIJ) a reconnu la légalité et la légitimité de cette indépendance. La France elle-même a soutenu les kosovars dans leur combat et reconnaît la souveraineté du Kosovo.

En notre qualité de peuple guadeloupéen, et de nation sous tutelle, nous sommes parfaitement fondés à initier une semblable démarche, au nom de la liberté qui est un droit imprescriptible et inaliénable.

Le Japon, qui était comme la France une puissance coloniale vient, le 10 août 2010, de présenter ses excuses à la Corée pour l'avoir colonisée durant 35 ans et privé le peuple de Corée de sa nation, de sa culture et de sa fierté. Le Japon a par ailleurs, en amont de ces excuses, accordé à la Corée une aide économique massive, au titre de Réparations.

Alors, vous aussi, monsieur le Président, vous devez avoir le courage de regarder les faits historiques avec objectivité, reconnaître les fautes et les crimes commis par la France envers les peuples qu'elle a colonisés et faire droit à leur demande de justes réparations.

C'est notre légitime exigence pour la Guadeloupe !...

Pour tourner la page du passé et construire une relation d'avenir avec la Guadeloupe et les guadeloupéens, il vous faut d'abord présenter des excuses pour les souffrances infligées aux nôtres, et prendre ensuite une initiative politique majeure, en rupture avec tous les petits aménagements politiques en cours, destinés à nous maintenir sous tutelle française.

Le temps est désormais venu d'ouvrir les négociations qui permettront à notre Peuple d'accéder à la dignité et à la pleine responsabilité, car il est de votre devoir -comme du nôtre- de parachever une abolition de l'esclavage qui n'a pas débouché sur la vraie liberté.

**Danik Ibrahim Zandwonis**

**Secrétaire National de FKNG !**